

## La rue Auguste Rousseu



Le petit casino où fut installé l'hôpital  
bénévole pendant la guerre de 14-18.  
Dans le fond, le golf des anglais.

L'hôpital bénévole n°86 bis : le person-  
nel soignant et les blessés



4 SAINT-JEAN-DE-LUZ. — Le Casino et la Plage. — LL.

**Une rue du quartier Iduski Eder, près du cimetière Saint Joseph, porte le nom de Auguste Rousseu, qui fut maire de la ville de 1908 à 1919.**

**A**ux élections du 3 mai 1908 les Républicains revinrent à la mairie, à la surprise quasi générale, tellement les conservateurs, en place depuis 1888, semblaient implantés dans la ville.

Parmi les élus, plusieurs « négociants et propriétaires », quelques agriculteurs du quartier rural d'Acotz, un conducteur de travaux, un percepteur à la retraite. Il y avait aussi, pour la première fois, un instituteur, Bernard Ahetz-Etchevers, directeur de l'école laïque des garçons. L'élection de ce « fidèle » du Docteur Martin Guilbeau, ancien instituteur communal arrivé à Saint-Jean-de-Luz en 1868, était la preuve que les passions politiques, qui avaient divisé les Luziens pendant plus de 20 ans, s'étaient enfin apaisées.

Auguste Rousseu, marchand de vins, dont la boutique était située rue Tourasse, fut élu maire. Le fauteuil de premier adjoint revint à un autre négociant, Alexis Debibié, quincaillier, propriétaire de la maison de l'Infante. Il remplaçait à ce poste Emile Debibié, lui aussi quincaillier, destitué par le ministre de l'Intérieur en 1907. (voir *Berriak* N° 52) Mais les dissensions politiques des deux cousins étaient notoires !

Auguste Rousseu et ses amis furent réélus aux élections de septembre 1909 et de mai 1912. Quelques nouveaux étaient venus renforcer l'équipe : le vétérinaire Labeyrie, le conservateur Pascal Elissalt, qui dès 1903 avait commencé la pêche industrielle, et Marcel Hiribarren, futur maire de la ville, propriétaire, mais dont la profession indiquée sur son acte de mariage en 1908 est « ingénieur des chemins de fer en poste à Pékin ».

À peine installés les 23 conseillers municipaux durent continuer l'œuvre entreprise depuis plus de quarante ans par leurs prédécesseurs : l'urbanisation de la cité.

En 1908, le quartier de la halle était encore par endroit un bourbier : les travaux d'aménagement de la rue entre le boulevard Victor Hugo et la gare, qui deviendra l'avenue Labrouche,



Saint-Jean-de-Luz - Le Golf des Anglais à Sainte-Barbe

Le golf des Anglais à Sainte-Barbe.

n'avaient pas encore débuté, ceux qui devaient permettre de relier le boulevard Victor Hugo et les deux autres grandes artères de la ville étaient arrêtés, en attendant les aides promises par l'état et le Touring club de France. La « percée » entre les deux boulevards Victor Hugo et Thiers ne put se faire qu'à la fin de 1911, grâce à l'aide du concessionnaire du tramway entre Bayonne et Hendaye, qui, depuis Acotz et Erromardie, devait traverser la ville jusqu'à la gare, en passant par Sainte-Barbe, le boulevard Thiers, le boulevard Victor Hugo, la rue d'Ascaïn (Chauvin-Dragon) et le boulevard des Pyrénées (bd Passicot).

Autres soucis de la municipalité, désireuse d'apporter de plus en plus de confort aux Luziens et aux « étrangers » fréquentant la station, pour laquelle Auguste Rousseu venait de demander le classement en station climatique : l'eau et l'éclairage. En 1909 de nouveaux becs de gaz furent installés et l'année suivante un contrat fut signé avec une compagnie d'électricité qui offrit à la ville dix lampes à arc. Avec l'augmentation de la population, l'affluence des « baigneurs » en été, le nombre croissant des résidents anglais en hiver, l'eau manquait parfois : des sources furent achetées aux communes voisines mais l'approvisionnement en eau potable resta longtemps insuffisant.

En 1908 l'établissement de bains construit en 1880 était si délabré qu'il nécessitait une réfection complète, et les « appareils d'hydrothérapie » ne fonctionnaient plus. Le conseil municipal décida dès le mois d'août la reconstruction des établissements de bains froids et chauds, devenus « vétustes » et « onéreux » et « qui ne convenaient pas dans le quartier élégant avec de nombreux hôtels ». Demandé depuis plusieurs années, le déplacement de l'hôpital-hospice, qui tombait en ruine et faisait mauvais effet à l'entrée du boulevard Thiers, fut entériné.

Des élections n'ayant pas lieu en période de guerre Auguste Rousseu resta maire jusqu'en 1919.

Tandis que l'architecte de la ville était chargé de dresser les plans et le devis du nouvel établissement des bains qui ne devait pas dépasser 150 000 F, une commission fut créée pour trouver des terrains situés en dehors de la ville où serait reconstruit l'hôpital. Pour le maire les deux projets étaient liés, la vente des terrains de l'hôpital permettraient de rénover l'établissement de bains. Mais comment financer l'achat du terrain et la reconstruction de l'hôpital ?

Après beaucoup de réticences, le conseil municipal accepta la proposition de deux hommes d'affaires parisiens qui désiraient exploiter un casino avec jeux et l'établissement de bains. Le contrat fut signé le 25 mars 1912. M.M Leblanc et Deval s'engageaient à construire l'établissement de bains froids et chauds pour un coût de 300 000 F, à participer jusqu'à une somme de 150 000 F à la reconstruction de l'hôpital « de type américain » et au transfert du jeu de paume aux Grandes Allées. En compensation la ville leur reconnaissait le droit de gérer le nouvel établissement de bains et d'exploiter les tentes et parasols sur la plage (1/3 des recettes revenant à la ville), de créer un « Casino municipal » avec l'organisation de jeux, et elle leur concédait tous les terrains libérés par le déplacement de l'hôpital et du jeu de paume.

Quant à l'école maternelle, qui fonctionnait toujours dans un local de l'hôpital hospice, elle serait logée avec l'école des filles dans un groupe scolaire, construit sur un terrain communal en bordure du boulevard Victor Hugo et de la rue du Midi. La déclaration de la guerre arrêta ce projet comme elle stoppa les travaux commencés par Leblanc et Deval, qui se contentèrent de rénover partiellement l'établissement de bains.

Des élections n'ayant pas lieu en période de guerre Auguste Rousseu resta maire jusqu'en 1919.

Comme beaucoup d'événements importants dans l'histoire de la cité, le registre de délibérations ne mentionne pas la déclaration de guerre du 3 août 1914.

Il faut attendre la délibération du 14 novembre 1915 pour apprendre que « le premier jour de la mobilisation le maire a ouvert une souscription pour venir en aide aux hommes appelés aux armées ».

Cependant, dans le courant du dernier trimestre 1914, plusieurs crédits furent votés pour apporter des « secours nécessités par l'état de guerre ». Le 6 septembre 18 000 F furent alloués à l'hôpital bénévole 86 bis, ouvert dès le 2 septembre 1914, par un banquier parisien en vacances à Saint-Jean-de-Luz, M. Paul Guers, avec l'aide du curé-doyen et du propriétaire du Petit Casino, dans lequel l'hôpital fut installé. Un convoi de 50

blessés était déjà arrivé la veille et on en attendait 50 autres. Cet hôpital qui pouvait recevoir 150 hommes et dont le personnel n'était pas rémunéré, fonctionna jusqu'en 1918, avec une participation de l'état et une allocation de 1F par homme et par jour accordée par la mairie, et surtout grâce aux dons d'une grande partie de la population.

Le 14 janvier 1915 un secours de 10 000 F fut voté en faveur des réfugiés que l'on estimait déjà à plus de 2 000 et une indemnité accordée au « médecin municipal » le seul non mobilisé sur les six médecins installés dans la commune en 1914. Conséquence de la guerre, le golf des Anglais, créé à Sainte-Barbe en 1893, fut fermé. Le maire regretta publiquement cette fermeture, le golf ayant contribué à la prospérité de la ville, en la faisant connaître des Anglais et de nombreux autres voyageurs.

La guerre faisait désormais partie de la vie quotidienne des Luziens : les fêtes de la Saint-Jean et du 14 juillet furent supprimées, l'éclairage nocturne interdit car les sous-marins allemands patrouillaient le long de la Côte basque, déposant des mines, et la baie était directement menacée. 176 Luziens périrent soit en mer soit au front. En 1916, traumatisé par l'hécatombe de Verdun, le conseil municipal décida de donner le nom d'Avenue de Verdun à l'avenue de la gare et, en 1918, une rue reçut le nom de Georges Clémenceau.

La paix revenue, les élections de mai 1919 amenèrent à la mairie une nouvelle équipe, qui dut honorer le contrat passé par Auguste Rousseu avec messieurs Leblanc et Deval. En signant ce contrat, Auguste Rousseu, dernier maire de la période comprise entre la guerre de 1870 et la première guerre mondiale, avait, à la suite de ses prédécesseurs, contribué à la transformation et à la modernisation de la commune, telle que nous la connaissons de nos jours.

Pierrette Bruyères